

PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations et des élections
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la S.A.R.L. SICO à BLYES**

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 et L.515-33 ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence,
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 modifié autorisant la S.A.R.L. SICO à exploiter une installation de conditionnement d'aérosols alimentaires et/ou cosmétiques à BLYES ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 6 juin 2016, suite à l'inspection réalisée sur le site le 26 avril 2016 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 6 juin 2016 transmettant à la S.A.R.L. SICO le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'informant du délai dont il dispose pour faire part de ses observations,
- VU les observations formulées par la SARL SICO dans ses courriers du 21 juin et du 7 juillet 2016,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 19 juillet 2016 suite à l'examen des observations de la SARL SICO,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement exploité par la SARL SICO à Blyes, effectuée par l'inspecteur de l'environnement le 26 avril 2016, que certaines prescriptions ne sont pas respectées

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : La S.A.R.L. SICO est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé 5, allée des combes à BLYES :

- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de faire réaliser l'analyse des hydrocarbures totaux des eaux usées industrielles conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009,
- Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - d'actualiser sa PPAM (Politique de Prévention des Accidents Majeurs) afin de prendre en compte les nouvelles exigences du contenu de cette PPAM conformément à l'article L.515-33 du code de l'environnement,
 - de réaliser la mesure en continu du débit du rejet atmosphérique conformément aux dispositions de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012,
 - de disposer des équipements de protection (4 combinaisons étanches, des gants) et disposer ces équipements dans des secteurs protégés conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012,

- Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir la liste des MMR (mesures de maîtrise des risques) conformément à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012,
- d'établir le plan de gestion de solvants conformément à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012,

Article 2 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 3 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BLYES pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

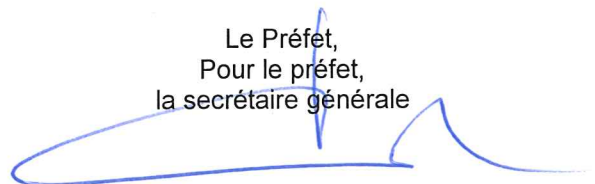
Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à M. Michel, président directeur général de la S.A.R.L SICO – 577, rue du Pommarin - BP 16 - 38431 VOREPPE,

- et dont copie sera adressée :
 - à la sous-préfète de BELLEY,
 - au maire de BLYES,
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 17 janvier 2017

Le Préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale



Caroline GADOU